

# MEMOIRES

de la protection sociale en Normandie



Périodicité : annuelle

N°11 - 2013

Tarif : 10 euros

Publication de :

L'Association pour l'étude  
de l'histoire de la Sécurité  
Sociale et de la protection  
sociale en Normandie.

# HECTOR MALOT RACONTE L'EMPIRE INDUSTRIEL SAINT FRERES (1814 - 1969)

par Amandine KERMANN

Hector Malot est né le 20 mai 1835 à La Bouille, une petite bourgade de 800 habitants, située sur les rives de la Seine, en Haute Normandie, à vingt kilomètres en aval de Rouen.

Aujourd'hui, ce village pittoresque est entièrement dédié à Hector Malot, qui n'y passa pourtant que cinq années de son enfance : un square, à son nom, abrite un buste réalisé par Henri Chapu; un quai porte également son nom et le long de celui-ci se trouve sa maison natale en pierre et en brique, couverte de vigne vierge; celle de sa mère; l'étude notariale de son père ainsi que le vitrail qu'il offrit à l'église communale. Réciproquement son village natal est très présent dans ses romans. On le retrouve dans *Baccara*, *Complices* ou dans *Souvenirs d'un blessé*. A l'époque, La Bouille est un port fluvial très important et animé. Hector Malot est inspiré par le passage des bateaux et du bac venant de Rouen, des pêcheurs et des auberges. Ces scènes complètent les récits que lui fait sa mère de voyages lointains ou d'aventure. Car c'est bien sa mère qui lui transmet la fibre littéraire.



Figure 1 : buste d'Hector Malot, La Bouille

Après La Bouille, la famille Malot s'installe dans un autre village de Normandie, à Bosc-Bénard-Commin, un petit village à la lisière de la forêt de La Londe. Hector Malot y reste jusqu'à ses dix-huit ans. Il intègre ensuite, de 1842 à 1847, le collège royal (aujourd'hui lycée Corneille) de Rouen puis, de 1847 à 1849, le lycée Henry IV de Paris pour y faire des humanités. Il est licencié en droit à vingt-trois ans mais après une violente dispute avec son père, magistrat, il décide d'arrêter sa carrière juridique pour se consacrer à la littérature et vivre de sa plume. C'est à ce moment précis qu'il quitte la Normandie pour s'installer définitivement sur Paris. Il fait construire un chalet à la lisière du Bois de Vincennes, dans l'avenue de la Dame Blanche, à Fontenay-sous-Bois, où il décèdera en 1907.

Hector Malot est un romancier appartenant à la déferlante romanesque du XIX<sup>e</sup> siècle, aux côtés de Flaubert, Zola, Stendhal, Balzac ou encore Maupassant. Très prolifique, il écrit soixante-dix romans, qui lui permettent tous de décrire la société de son époque et surtout de dénoncer les injustices et les abus de celle-ci. Un sujet lui tient particulièrement à cœur. Il s'agit des conditions de travail et notamment celles des enfants, ainsi que la reconnaissance de leurs droits. Ce qui lui vaudra, par ailleurs, d'être prisonnier d'une forte réputation d'auteur pour enfants.

Il commence par des articles dans l'*Opinion nationale*<sup>1</sup> en 1855 puis dans le *Journal pour tous*<sup>2</sup>. A partir de 1859, date de publication de son premier roman *Les*

*Mémoires de la protection sociale en Normandie*, n° 11, année 2013.

1) Journal politique fondé sous le Second Empire par Adolphe Georges Guéroult, qui devient un des premiers organes de la démocratie à cette période. Il est finalement interdit et supprimé par la Commune en 1871

2) Supplément hebdomadaire illustré de 1893 à 1911 du quotidien français *Le journal* créé par Fernand Xau

Amants, il écrit et publie un voire deux romans par an, jusqu'à son *Roman des romans* de 1895, une dernière œuvre littéraire autobiographique expliquant le contenu de ses romans.

L'œuvre la plus connue d'Hector Malot, particulièrement pour les Normands, reste sans aucun doute *Sans Famille*, paru en 1878. Un enfant trouvé, Rémi, est vendu à un marchand ambulant Vitalis et, ensemble, ils parcourent la France<sup>3</sup> et même l'Angleterre afin de retrouver la vraie famille de cet enfant.



Figure 2 : page de couverture du roman *Sans Famille*



Figure 3 : page de couverture du roman *En Famille*

Plus connu par les Picards, un deuxième roman fait écho à ce premier et va nous permettre d'évoquer le paternalisme industriel du XIX<sup>e</sup> siècle : il s'agit de *En Famille*. Paru en 1893, il a également pour protagoniste un enfant voyageant sur les routes de France à la recherche de sa famille, qui va permettre à son auteur de se pencher sur son sujet favori, les conditions de travail et les droits des enfants.

Dans ce roman *En Famille*, Hector Malot met en scène une jeune héroïne, au même prénom que sa petite-fille, Perrine, qui vient de perdre son père puis sa mère. Ayant appris qu'il lui restait un grand-père vivant dans la vallée de la Nièvre, dans le département de la Somme, elle prend la route depuis Paris afin de le retrouver. Commence alors une longue errance dans les tourbes et les marais de cette région, qui permet à l'auteur d'évoquer la pauvreté dans laquelle se trouve bon nombre de familles à l'époque. Au XIX<sup>e</sup> siècle, on pensait que cette pauvreté était obligatoirement due à une mauvaise gestion, ce qui explique qu'elle était aussi mal considérée et qu'aucune aide, notamment des autorités publiques, ne fut apportée. Perrine est ainsi contrainte de se débrouiller dans la nature et vit de la cueillette ou de la récupération. Elle se construit des abris de fortune pour passer les nuits ou occupe des lieux existants comme une hutte de chasseur. Outre la pauvreté, avec l'ignorance de Perrine, ce sont surtout les conditions de vie et de travail des ouvriers de l'empire industriel Saint frères, qu'Hector Malot s'attarde à narrer. Installé dans la Vallée de la Nièvre et dirigé par le grand-père de la jeune fille, Vulfran Paindavoine, qui n'est autre qu'un nom d'emprunt cachant l'identité de Jean Baptiste Saint, fondateur et dirigeant de ce haut lieu textile, cet empire illustre parfaitement ce qu'a pu être le paternalisme du XIX<sup>e</sup> siècle. En réalité, Vulfran Paindavoine ignore qu'il a une petite fille. Son fils est parti gérer le commerce du jute en Inde. Marié à une autochtone, il n'est jamais revenu et n'a jamais donné de nouvelles. Il finit par mourir tout comme la

3) La Normandie (Caen et Rouen) apparaît dans le tome II une fois. Rémi de retour en France, il emprunte les canaux fluviaux pour rejoindre la Bourgogne

mère de la jeune fille, qui aura néanmoins réussi à amener sa fille jusqu'en France afin de demander de l'aide à ce grand-père. Pour être acceptée de celui-ci Perrine doit d'abord prouver sa valeur, ce n'est qu'à la fin du roman qu'elle lui dévoile sa véritable identité. Un prétexte bien trouvé par Hector Malot, qui ainsi décrit l'empire Saint des usines jusqu'aux maisons ouvrières, par les yeux de cet enfant innocent. Les détails narrés par le romancier sont essentiels pour appréhender ce qu'a pu être la vie des ouvriers de l'époque. S'il s'agit bien d'un roman et que les personnages ainsi que l'histoire sortent de l'imaginaire de l'auteur, il n'en demeure pas moins qu'Hector Malot s'est rendu sur place et a rencontré Jean-Baptiste Saint qui lui a fait visiter la vallée de la Nièvre et ses usines. On peut donc accorder un crédit certain aux descriptions et à la critique sociale engagée par l'auteur. Quelques citations du roman appuieront d'ailleurs notre propos.

### AVEC LE PATERNALISME SAINT, LA SOMME ETAIT AU CŒUR DES THEORIES SOCIALES DU XIX<sup>e</sup> SIECLE

Les usines Saint Frères de Flixecourt sont inscrites au titre des Monuments Historiques par l'arrêté du 23 décembre 1998, tout comme le château de la famille, route de l'Etoile depuis le 28 avril 1980. Ils nous ont laissé un véritable empire industriel connu dans le monde entier et identifié comme l'un des plus beaux fleurons du paternalisme français avec 2000 logements ouvriers et des institutions patronales - écoles, crèches, coopératives, maternités - et de magnifiques châteaux.

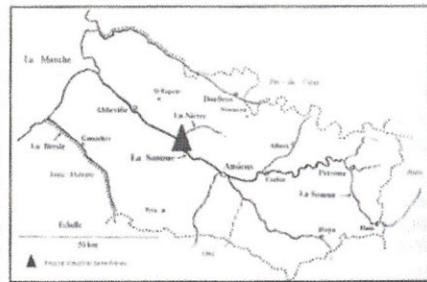


Figure 4 : Localisation des usines Saints frères dans la Somme

D'après le rapport de l'exposition universelle de 1889, la maison Saint est fondée au XIX<sup>e</sup> siècle, en 1814 précisément, dans un petit village de la Somme, à Beauval. Trois frères, marchands tisserands - Pierre François, Jean Baptiste Aimable, et François Pierre - s'associent pour fabriquer des toiles d'emballage, dans leur village d'origine, à partir de chanvre et de lin cultivés dans la région - dans le Santerre pour le chanvre et dans le Ponthieu pour le lin. Les Saint font travailler des agriculteurs et des artisans de la vallée, après leurs journées aux champs ou pendant la saison morte, une fois la moisson terminée ou bien encore l'hiver, sur des métiers manuels installés à leur domicile; puis ils leur achètent les toiles et les vendent dans leurs magasins, essentiellement basés à Paris et Rouen. Rouen est alors un gros centre de consommation de toile d'emballage et la première maison de vente Saint y est installée dès 1828 par Aimable et ses deux gendres. A Paris, les premiers magasins sont fondés en 1838.



Figure 5 : magasin place de la pucelle Rouen

En 1792, le docteur Roxberg, surintendant au jardin botanique de Calcutta, travaillant pour l'East Indian Compagny, signale l'existence du jute et ses

particularités textiles. On cherche à l'adapter à l'industrie textile et les frères Saint comprennent tôt l'intérêt de cette nouvelle fibre et envisagent dès lors leur avenir industriel avec elle. Ils décident d'implanter une industrie du jute en 1857 sur le site de Flixecourt. Saint frères devient alors une des plus importantes de France grâce à sa main-d'œuvre nombreuse et appliquée. Ils abandonnent également l'artisanat et passent à l'ère industrielle grâce à des innovations techniques que sont la mécanisation des filatures et la fixation du travail dans des sites de production. Les ouvriers fabriquent donc des emballages bon marché et de qualité - sacs, bâches, cordages, ficelles,... non plus à la main mais avec des métiers à tisser mécaniques, et ce dès 1856. Le premier métier à tisser mécanique de jute en France est d'ailleurs inauguré à Flixecourt en 1857 par Jean Baptiste Saint et à partir de 1932, les ouvriers travaillent avec des métiers circulaires, inventés par des ingénieurs, au service des frères Saint, qui leur permettent de travailler plus efficacement et plus économiquement. Ce nouveau métier à tisser est véritablement une innovation majeure pour son époque et contribue à l'essor de l'industrie textile française.

En 1911, Saint frères possède 17 usines dont 13 dans la Somme (1 dans l'Oise, 1 dans la Manche et 1 en Belgique), 131 comptoirs et succursales en France et à l'étranger (Afrique du Nord, Amérique Latine), et plus de 11000 ouvriers dont 9000 répartis dans la Somme.

Cette entreprise marque des générations d'ouvriers et de familles et reste compétitive jusque dans les années 1950, date à laquelle le polymère fait son entrée en France. En 1969 la famille Willot rachète la société et tente de la redresser mais en vain, rachats et fusions se succèdent (l'entreprise devient par exemple société Boussac-Saint frères).

Aujourd'hui, il ne reste que deux usines travaillant sous le nom de Saint frères et une partie de la vallée est en cours de reconversion. Les ateliers confectionnent des bâches pour les trains ou les camions non plus en lin, chanvre ou jute mais en matière synthétique. Leur premier client est l'armée pour des tissus infrarouges.

Néanmoins, son implantation se lit toujours dans le paysage de la vallée de la Nièvre. Les vastes usines, les cités ouvrières, le chemin de fer témoignent de sa grandeur. Et on la retrouve dans de nombreux témoignages d'anciens ouvriers ou de familles d'anciens ouvriers, marqués par leur travail mais aussi par l'action sociale des frères Saint, le paternalisme.

**Le paternalisme est une idéologie ...**

De nos jours, le paternalisme, aussi appelé patronage, a mauvaise presse car il est bien souvent synonyme d'aliénation ou d'assujettissement. Pourtant, au XIX<sup>e</sup> siècle, il apparaissait comme la meilleure solution aux maux de la société, bouleversée par l'industrialisation.

La plus ancienne forme connue de patronage date de l'antiquité romaine. Il s'agissait de rapports économiques et juridiques gérés par le chef d'une gens patricienne. Plus tard, les abbés, à leur manière, usaient aussi de patronage, mais un patronage paroissial, qui symbolisait l'image d'une autorité paternelle à laquelle, toute la communauté paroissiale devait obéir et suivre les conseils, en échange de quoi le clergé prenait soin de ses ouailles.



Figure 6 : atelier circulaire Saint

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le paternalisme réapparaît dans le contexte du capitalisme montant et de l'industrialisation. L'Ancien Régime disparaît en 1791 et, avec lui, son économie basée sur des jurandes<sup>4</sup>, des maîtrises<sup>5</sup> et des manufactures. Elles sont supprimées par le décret d'Allarde des 2 et 17 mars 1791 et par la loi Chapelier des 14 et 17 juin 1791. Le Consulat (1799-1804) et le 1<sup>er</sup> Empire (1804-1814) renforcent le patronat avec la loi du 22 germinal de l'an XII (1803) qui rétablit le livret ouvrier, l'article 1781 du Code civil en 1804 donnant un poids aux prérogatives patronales et avec le code pénal qui interdit les coalitions en 1810. La seule entorse à cette politique est l'établissement du conseil des Prud'hommes en 1806 d'abord à Lyon.

L'Etat, désormais libéral, laisse, de plus, le champ libre aux capitalistes pour organiser un système de production et des rapports sociaux, d'autant plus qu'il n'y a aucun texte juridique, hormis la loi de 1841 qui limite le travail des enfants. Le patronat bénéficie aussi de l'appui de l'Eglise pour établir un système social basé sur l'ordre moral. L'Eglise est contre la Révolution et veut supprimer son œuvre qui a favorisé l'individualisme aux dépens des communautés (confréries, corporations). Elle dénonce le mythe de l'égalitarisme démocratique qui tend à supprimer la hiérarchie sociale et prône un patronat qui soulage la misère par l'éducation, la distribution de secours, la protection sociale, et ce dans l'objectif de rendre ses traditions aux familles. Ainsi le paternalisme est accepté par la diffusion d'une protection sociale et une morale catholique.

Ainsi les usines se mécanisent et s'installent hors des villes, près des énergies hydrauliques, des matières premières et des voies de communication et loin du contrôle des municipalités. Afin de trouver du travail, les paysans sont obligés de quitter leur campagne pour la ville. Comme cette population est assez pauvre, elle s'entasse dans de vieux quartiers ou en crée de nouveaux, avec des logements rudimentaires et bon marché. Le premier pays à faire face à ce problème est évidemment l'Angleterre, en tant que premier pays industrialisé. Les industriels inventent alors les « back to back housing » (des maisons dos à dos), comme à Saltaire dans le Yorkshire de l'ouest, pour contrer ces zones d'habitation surpeuplée et sans confort ni hygiène. Ils sont soutenus par un mouvement hygiéniste, l'Eglise ainsi que les autorités locales, souhaitant améliorer les conditions de vie des classes ouvrières. Ces logements sont construits en série pour répondre à la demande de milliers d'arrivants. Ils sont situés le long des voies de chemin de fer ou des canaux et forment des rangées de petites maisons mitoyennes en brique rouge. L'attention est également portée au système sanitaire, aux égouts, à l'eau courante, à l'éclairage et à l'air frais. C'est tout un nouveau paysage urbain qui se dessine et qui va finalement gagner toute l'Europe et les Etats Unis. Les industriels sont poussés par des convictions religieuses et finissent par employer des architectes pour bâtir des villages modèles pour leurs ouvriers. Ils sont aussi poussés par la nécessité de garder leurs meilleurs ouvriers. Les machines se complexifient rapidement. Le personnel qualifié devient précieux. Tout comme

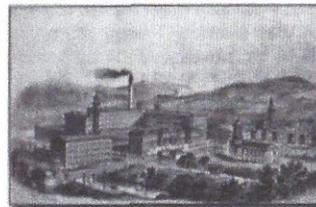


Figure 7 : Saltaire, Angleterre

4) Des assemblées chargées de faire respecter le règlement des corporations de métiers  
5) L'ensemble des maîtres de corporation

en Angleterre, l'organisation de la société et les activités économiques sont en plein changement en France. Il devient dès lors nécessaire de réorganiser le paysage social et de lui redonner des repères. Si les Samariens ont connu Saint frères, les Normands penseront certainement, et avec raison, aux entreprises Badin de Barentin. La première filature de lin présente à Barentin est celle construite par Adolphe Dutuit en 1838. Dès 1863, Badin rachète de petites entreprises alentour pour s'agrandir et dans l'optique de construire une vraie filature de lin selon les plans de l'architecte rouennais Fleury. Il diversifie également sa production avec du coton, du jute puis du chanvre. L'usine comprend alors plus de 2000 ouvriers (en 1897) et fait la renommée de la région barentinoise. Une fois l'entreprise développée, intéressé par la condition ouvrière, notamment par rapport à son propre passé, Auguste Barentin entreprend une politique paternaliste. Il met en place une société de secours mutuels, « L'Union », obligatoire pour tous les ouvriers dès 1875, il fait construire des logements ouvriers de 1897 à 1914, fait cesser le travail à 15h tous les samedis, organise une société coopérative appelée la prévoyance en 1872, un bureau de bienfaisance et des associations à but soit culturel soit sportif comme une fanfare, de la gymnastique, une bibliothèque ou un théâtre<sup>6</sup>.

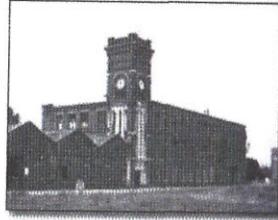


Figure 8 : atelier de tissage Saint, XIX<sup>e</sup> siècle

Figure 8 et 9 : Usine et cité ouvrière Badin



Alors que certains prônent, comme Adam Smith, un philosophe et économiste écossais, le libéralisme et pensent que l'environnement social va se réguler seul, au fur et à mesure, d'autres, entre le libéralisme et le marxisme tentent de réconcilier capital et travail et réfléchissent à une politique sociale. Cette politique s'est ensuite imposée aux patrons, qui l'ont interprétée chacun à leur manière, dans le but de stabiliser leur main-d'œuvre et de la former pour avoir des ouvriers qualifiés.

L'un des premiers à vraiment y réfléchir, structurer et théoriser le paternalisme est Frédéric Le Play (1806-1882), commissaire aux expositions universelles de Paris (1855, 1867) et conseiller de Napoléon III. Pour lui, le patronage est la solution adaptée à cette paix sociale menacée : «le paternalisme est aussi efficace que l'Ancien régime des contraintes pour lutter contre le paupérisme»<sup>7</sup>. Les patrons doivent retrouver ce qu'il appelle une certaine responsabilité sociale. Il est nécessaire de respecter les formes conventionnelles et de se soumettre à l'autorité de Dieu, du père, du roi, du chef de l'Etat et de l'entreprise. Ces derniers représentent une loi supérieure ou divine, dite naturelle, que les règles morales doivent faire respecter. Les travailleurs ne peuvent organiser la société, seuls ceux ayant un pouvoir le peuvent. En contrepartie, le travail leur est bénéfique. Il est source de vertu et est un moyen thérapeutique de réinsertion sociale mais aussi de subsistance. A ses côtés, on trouve également

<sup>6</sup> Voir le travail de Julie Souday *Du paternalisme à la culture d'entreprise : l'exemple des établissements Badin et fils de Barentin de 1941 à 1987* dans *Mémoires de la protection sociale en Normandie* n°10 2011-2012

<sup>7</sup> Frédéric Le Play, *La réforme sociale en France*

Emile Cheysson. Leurs idées ont grandement influencé la société tout comme le mouvement chrétien social<sup>8</sup>, fondé en 1830<sup>9</sup>, qui prône une attitude charitable envers les nécessiteux et les démunis pour répondre à la pauvreté et à la désolidarisation de la société. Ce mouvement doit beaucoup à l'action du pape Léon XIII qui s'insurge contre la misère ouvrière et écrit une encyclique, *Rerum Novarum*, le 15 mai 1891, soit la première charte chrétienne sur le travail, et à son plus fervent défenseur, Léon Harmel<sup>10</sup>. Patrons et ouvriers ne sont pas ennemis mais complémentaires : l'ouvrier travaille et ne lèse pas son patron ni ne se tourne vers des hommes pervers (autrement dit les meneurs syndicaux) et en échange le patron lui assure un juste salaire, qui lui permet de vivre convenablement. Ils confortent finalement les mesures mises en place par les patrons mais y ajoutent la surveillance de l'Etat, de la Loi et de l'Eglise, notamment pour mettre un frein aux mouvements syndicalistes, prévenir les grèves et assurer le repos hebdomadaire, le jour du Seigneur.

Cette idéologie qu'est le paternalisme va durer jusque dans les années 1900-1914. A cette époque, il n'apparaît plus comme la grande œuvre salvatrice et les œuvres sociales échappent aux patrons, alors que les initiatives ouvrières s'accroissent. D'après Jacques Delpy, cet affaiblissement est surtout dû à une protection de l'individu par l'Etat. Mais il y a également une prise de conscience des ouvriers qui s'opère et qui pousse à souhaiter une émancipation qui ne passe pas par le patronage mais par la politique et les syndicats<sup>11</sup>. Ces contestations font évoluer le rapport patron/ouvrier mais font aussi émerger un droit du travail, instauré sous la III<sup>e</sup> République. Ce sont les lois ouvrières théorisées par Léon Bourgeois sous le nom de solidarisme ou encore l'ébauche d'une politique sociale sous Waldeck-Rousseau (1899-1902) puis sous Combes. Le mouvement se poursuit après la Première Guerre mondiale, notamment avec les accords Matignon de 1936. Dès lors les œuvres sociales ne sont plus une simple générosité philanthropique mais répondent aux normes législatives instituées par l'Etat.

### ... dont Saint Frères est un parfait exemple

« Est-ce-que vous travaillez aux usines ?

Bien sûr, comme tout le monde donc ; je travaille aux cannetières. »<sup>12</sup>

Le paternalisme Saint Frères était avant tout une question économique : donner du travail est une partie essentielle du devoir patronal, en échange de quoi les patrons attendent une reconnaissance de la part des ouvriers qui se traduit par la docilité. La relation ouvrier/patron, travail/salaire est la base de la doctrine paternaliste. Les Saint rétribuaient leurs ouvriers à la pièce et les meilleurs ouvriers recevaient des primes, qui les récompensaient pour leur bon travail et leur attitude exemplaire. Le salaire à la tâche semblait être, pour les Saint du moins, plus moralisateur et plus juste que le salaire au temps, mais dans la réalité, il pouvait s'avérer médiocre et épuiser les ouvriers. Le jour de paye s'effectuait généralement en semaine. Les patrons évitaient le samedi pour que tout ne soit pas dilapidé le

<sup>8</sup> On trouve parfois le terme de catholicisme social mais l'utiliser c'est faire abstraction du rôle des protestants, qui ont par ailleurs été les précurseurs du mouvement à Mulhouse puis l'ont diffusé dans le nord de la France.

<sup>9</sup> Le terme de christianisme social n'apparaît véritablement qu'en 1890

<sup>10</sup> Il organise le 23 février 1885 un pèlerinage à Rome pour une centaine de patrons industriels pour leur présenter le pape Léon XIII et les convaincre de suivre les conseils de l'Eglise

<sup>11</sup> G. Noiriel, *Les ouvriers dans la société française des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Le Seuil, 2002, p. 101

<sup>12</sup> Dialogue entre Perrine et une jeune ouvrière, *En Famille*, H.Malot.

dimanche, jour de repos. Là encore, cet acte se voulait paternaliste. Ainsi, les frères Saint participaient à la lutte contre l'imprévoyance de leurs ouvriers. L'ensemble des salaires était versé au père de famille, les hommes gagnant évidemment plus que les femmes et les enfants, les cadres plus que les simples ouvriers. Une des particularités du paternalisme Saint est qu'il autorise les femmes à travailler alors que Léon Harmel, par exemple, était contre, car l'usine est un lieu de promiscuité et de perversion. La femme doit avoir pour domaine la cellule familiale, et doit s'occuper de l'éducation de ses enfants. Au contraire, pour les frères Saint, les femmes sont de bonnes employées, nécessaires à la production. Certains travaux ne peuvent être effectués que par elles.

C'est également grâce à ce même salaire que les œuvres sociales, progressivement mises en place, ont pu fonctionner, représentant environ 10% de ce dernier, en plus de quelques appointements. L'ensemble des charges sociales, légales comme bénévoles, pouvaient même aller jusqu'à 55% du salaire. Car la famille Saint ne s'est pas contentée d'aménager des cantines et des réfectoires dans ses usines ni d'être généreuse lorsque ses ouvriers étaient en difficulté comme lors de la pénurie de 1870, où elle achète pour quinze tonnes de lard, qu'elle revend sans bénéfice à ses ouvriers ou encore lors de l'épidémie de vérole de 1880 à Saint-Ouen, où elle décide d'ouvrir une infirmerie pour lutter contre l'endémie.

Une des premières mesures sociales de la part des frères Saint, après avoir offert du travail, a ainsi été de créer une caisse de secours, en 1860, complétée en 1888 par une caisse contre les accidents et une caisse de retraite, et ce, bien avant la loi officielle en France de 1910. Cette caisse avait pour but de procurer des soins et des médicaments en versant des indemnités pendant la maladie de l'ouvrier. Elle était alimentée à 50% par le patron et à 50% par l'ouvrier. L'ouvrier versait une part de son salaire : 35 centimes tous les quinze jours pour les hommes et 25 centimes pour les femmes et les enfants<sup>13</sup>. Certaines maladies, jugées amoralles, comme l'ivrognerie, n'étaient pas concernées par les indemnités, ce qui permettait par ailleurs d'affronter l'un des fléaux de ce XIX<sup>e</sup> siècle. Et les abus n'étaient déjà pas permis. On l'a vu, en 1888, cette caisse de secours est complétée par une caisse contre les accidents de travail et une autre pour les retraites. La création de ces caisses signifie que Saint frères reconnaissait l'usure de ses ouvriers au travail, jusqu'à, pour certains, l'incapacité d'exercer. Ils furent surtout obligés de céder face aux mouvements ouvriers, qui exprimaient bien souvent leur mécontentement face aux conditions de travail, qui conduisaient bon nombre d'entre eux à l'invalidité. La caisse de retraite, quant à elle, versait une pension aux ouvriers dans l'incapacité de travailler du fait de leur âge avancé. Ils devaient avoir plus de 65 ans et avoir travaillé au moins 25 ans consécutifs au service de l'entreprise Saint frères. Cette cotisation était versée tous les trimestres et s'élevait à sept francs par année consécutive, c'est-à-dire, qu'un ouvrier touchait 175 francs pour 25 années et 245 francs pour 35 années ... Il fallait donc un minimum de cinquante années de service pour vivre avec un franc par jour à la retraite ! La plupart des ouvriers de Saint frères, comme beaucoup d'ouvriers en France à l'époque, n'arrivaient pas jusqu'à la retraite. Les industries de fibres, comme le jute, avec des opérations de cardage ou de peignage, engendraient de la poussière et provoquaient des maladies des voies respiratoires comme la

13) D'après l'étude de François Lefebvre dans *Saint frères, un siècle de textile en Picardie*, « Saint frères : une entreprise modèle », encre 2002.

tuberculose. Elles demandaient aussi beaucoup de manipulations, comme celle d'une ensouple<sup>14</sup> pesant plus de 300 kilogrammes, et provoquaient des infections liées à l'usure articulaire. Le bruit des centaines de machines, comme on peut l'imaginer avec la présence de 500 machines dans une même salle dans les usines d'Harondel, rendait de nombreux ouvriers sourds. C'est d'ailleurs ce qui marque en premier lieu l'héroïne d'Hector Malot lors de son entrée dans l'usine en tant qu'ouvrière.

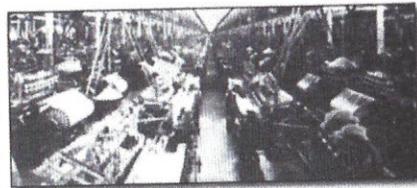


Figure 10 : Atelier de tissage Saint, fin XIX<sup>e</sup> siècle

*« Perrine devina le sens de ces paroles plutôt qu'elle ne les entendit ; car, depuis quelques instants déjà, les machines, les métiers s'étaient mis en marche dans l'usine, morte lorsqu'elle y était entrée, et maintenant un formidable mugissement, dans lequel se confondaient mille bruits divers, emplissait les cours. »*

Autre soutien apporté par les patrons : les économats. Certains ouvriers réussissaient à avoir des produits de leurs champs, en faisant travailler les enfants mais la plupart s'approvisionnaient grâce aux commerces des villages. Or les prix pratiqués étaient souvent excessifs et ne répondaient pas aux bourses de ces derniers. Alors les Saint ont complété leur politique sociale par des magasins fournissant des produits de première nécessité - denrées, vêtements - à des prix abordables. Dépendant directement de l'usine et du patron, qui en tiraient donc des bénéfices, ils sont finalement interdits par la loi du 25 mars 1910. Aussi dès 1910, Saint frères développa des coopératives de consommation à Flixecourt, Harondel, Saint-Ouen et Beauval. A L'Etoile, la coopérative existe dès 1898, car l'usine, située dans le



Figure 11 : Prévoyance de Pont Rémy

quartier des Moulins Bleus, était trop éloignée du bourg. Ces coopératives sont toujours rattachées à l'usine mais fonctionnent comme des maisons de commerce indépendantes. Situées à proximité des usines et des cités ouvrières, elles fournissent, en un même lieu, des denrées et marchandises nécessaires à la vie quotidienne, à bon prix et participent donc au bien-être du personnel, comme le veut le paternalisme. Ces sociétés anonymes à capital variable sont appelées après la Première Guerre mondiale « prévoyances ».

Aujourd'hui, on peut encore en voir quelques-unes dans les villages de la vallée de la Nièvre. Elles sont reconnaissables en ce qu'elles se ressemblent toutes. Elles sont construites selon le plan de l'architecte Anatole Bienaimé (1848-1911), l'intérieur étant toujours méthodiquement organisé. Ce sont d'élégants bâtiments à étage d'une superficie d'environ 500 m<sup>2</sup> complétés sur l'arrière par une cour et des dépendances. A Flixecourt, une voie ferrée pénétrait directement dans la cour arrière pour faciliter le déchargement. Sur le principe, le patron ne devait pas gérer la

14) Rouleau sur lequel le tisserand monte la chaîne d'un tissu pour alimenter le métier et faire la toile.

coopérative mais une fois de plus la réalité était autre. Il en était actionnaire et faisait appliquer sa propre loi. Pour être employé, il fallait, par exemple, aller à la coopérative pour s'alimenter. Dans le cas contraire, cela pouvait justifier une sanction voire une exclusion.

L'alimentation était la part la plus importante du budget. Ce qui explique que beaucoup d'ouvriers cultivaient un jardin et/ou faisaient de l'élevage pour améliorer leur condition. Par ailleurs, les jardins permettaient aux patrons de lutter contre l'alcoolisme en occupant l'ouvrier chez lui.

Autrement, entre le travail et le jardinage, les ouvriers avaient peu de temps libres pour des loisirs. Néanmoins les Saint finirent par les développer, surtout après la Première Guerre mondiale : une société de musique dès 1880, le ballon au poing dès 1910 à L'Etoile ou encore, dans le contexte des premiers congés payés, la création d'un centre de colonies de vacances à Mesnil-le-Val entre Criel et Le Tréport le 29 juin 1936. Les loisirs étaient dans l'intérêt des patrons car ils empêchaient les ouvriers de parler politiquement entre eux, chez eux ou dans les rues des cités. Un passage d'Hector Malot le prouve :

*« et maintenant s'élevait à son centre un grand chalet en bois (la bibliothèque), flanqué d'autres cottages ou de kiosques construits à la légère, qui donnaient à l'ensemble l'apparence de jardin public que précisaient encore toutes sortes de jeux, des manèges de chevaux de bois, des balançoires, des appareils de gymnastique, des jeux de boules, de quilles, des tirs à l'arc, à l'arbalète, à la carabine et au fusil, des mâts de cocagne, des terrains pour la paume, des pistes pour vélocipèdes, un théâtre de marionnettes, une estrade pour des musiciens. »*

[...]

*« Il (M.Vulfran) avait voulu qu'il n'y eût pour tous qu'un seul lieu de réunion et de récréation où pourraient s'établir des relations générales, qui deviendraient un lien entre eux. »*

De plus, les patrons gardaient un œil sur ces clubs et associations grâce à leurs dirigeants, qui étaient bien souvent des cadres de la société, fidèles et à leur service, même en dehors du travail. Parfois ces loisirs pouvaient devenir de vrais avantages pour les ouvriers. Un bon joueur pouvait obtenir un meilleur poste ou si l'un d'entre eux était blessé ou fatigué, il n'était pas obligé de venir travailler le lundi. Au fur et à mesure, chaque usine posséda son club sportif, soit de football, de ballon au poing, de cyclisme ou autre et les déplacements étaient assurés par les bus de la société !

Puis au fil des années, de père, l'image des Saint évolua vers celle du pédagogue. Dès les premières années, des écoles communales, bien souvent encadrées par des religieuses, existaient mais les industriels étaient autorisés à employer des enfants, à partir de 8 ans, pour une journée de travail de 10 heures. A partir de 1874, seuls les enfants de plus de treize ans sont autorisés à travailler. De ce fait, les Saint frères ont dû prolonger la scolarité des enfants. A 12 ans les élèves passaient le certificat d'études primaires, qui est alors le seul diplôme, même si certains, les plus riches, pouvaient passer un brevet et un baccalauréat. Ceux qui réussissaient leur certificat d'étude recevaient une gratification de 20 francs. Une fois certifiés, les enfants pouvaient travailler à l'usine en tant que démonteurs. Ceux qui ne trouvaient pas d'emploi à l'usine travaillaient à la ferme.

Ce n'est véritablement que dans les années 1930 que Roger Saint entreprend une nouvelle forme d'œuvre sociale et se tourne vraiment vers les enfants. Dix ans avant la législation française, il mit en place, en 1922, un service d'allocations familiales. Ces allocations atteignaient 25 francs pour un enfant, 55 francs pour deux, 130 francs pour 3, 250 francs pour 4, 370 francs pour 5 et allaient jusque 120 francs par enfant à partir du sixième. Ensuite, une maternité est construite à Flixecourt et ouvre en janvier 1940. Il s'agissait d'un bâtiment à deux étages, haut de quarante



Figure 12 : ancien bâtiment de la maternité de Flixecourt

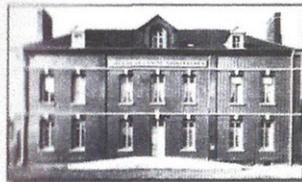


Figure 13 : crèche de L'Etoile

mètres. Elle a notamment vu le jour pour que les mères ne s'éloignent pas de leurs métiers à tisser mais elles ne disposaient que d'une demi-heure de pause pour allaiter leurs bébés. Des crèches ouvrirent également, à Flixecourt, Harondel, aux Moulins Bleus, à Beauval et à Abbeville dans les années 1936-1937. Elles offraient cinquante places chacune et accueillaient gratuitement, du lundi au vendredi, les enfants, âgés de six semaines à 4 ans, à condition que la mère travaille dans une usine Saint frères. L'agencement était conçu pour respecter les règles d'hygiène et de santé des enfants. Elles possédaient une salle d'accueil, des lavabos et des toilettes, une salle de bains, une pouponnière, une véranda, une salle de jeux, une chambre d'isolement, des jardins et une cuisine au sous-sol. Les enfants étaient admis après une visite médicale et une fois leurs vaccins à jour. Le suivi médical continuait tout au long de leur accueil au sein de l'établissement.

Tout était également prévu pour les jeunes gens. Les écoles d'usine pour les enfants des ouvriers existaient depuis 1870 pour Saint-Ouen, 1874 pour Harondel, 1884/85 pour les Moulins Bleus et accueillaient des adolescents de 12 à 15 ans. Elles étaient encadrées par des professionnels brevetés, souvent originaires d'Amiens, qui étaient payés deux francs par jour. Les apprentis apprenaient la mécanique, l'ajustage, le dessin industriel et les textiles avec leur tissage. Cet apprentissage était sanctionné par un certificat d'aptitude professionnelle (CAP). Les cours furent d'abord donnés à Saint-Ouen, jusque 1939 puis après 1945, ils se déroulèrent au rez-de-chaussée d'un des châteaux Saint en face de l'usine de Flixecourt. Pour s'y rendre, le transport était gratuit et les jeunes apprentis touchaient un salaire horaire supérieur à leurs jeunes camarades ouvriers et ils touchaient également une prime annuelle de 150 francs. L'objectif des Saint, par la création de ces établissements, était d'améliorer la promotion sociale, jusque-là quasi impossible ainsi que de former une élite professionnelle dont la société avait besoin et qu'elle souhaitait fidéliser. Pour les jeunes filles, des cours étaient également donnés à partir d'octobre 1935, à l'étage du château Saint. Il ne s'agissait pas de les former à un métier utile à l'entreprise mais plutôt de les initier à l'économie domestique. Le transport leur était également gratuit, elles étaient payées selon le salaire horaire et touchaient aussi une prime annuelle mais de 50 francs seulement. Des récompenses pouvaient aussi être distribuées aux meilleures d'entre elles. L'avantage pour Saint frères se trouvait dans le cadre non plus professionnel mais familial. Ils apprenaient aux jeunes filles à remplir convenablement leur futur rôle de mère de famille et jouaient donc un rôle social et

peut que reconnaître et remercier. Et en cas de mauvaise conduite, il paraissait gique d'expulser le mauvais ouvrier. Autrement dit, s'il voulait conserver son travail sa maison, l'ouvrier avait tout intérêt à bien se comporter et bien travailler. De cette çon, l'ouvrier était encore plus lié à l'usine et isolé de la masse, dangereuse car ovocatrice de grèves ou d'agitations.

Pour les ouvriers, ces logements représentaient une véritable avancée sociale l incontestable progrès. Avec un loyer faible, ils augmentaient leur pouvoir achat et vivaient dans une maison plutôt saine et proche de leur travail. Le loyer ait de 52 francs par an en 1870 soit 1 franc par semaine puis en 1900 il augmente 2,5 francs voire à 5 francs tous les quinze jours mais il reste tout de même moitié oins cher qu'un loyer habituel. Et une telle augmentation prouve certainement une eilleure qualité de vie pour les ouvriers. Pour un ouvrier qui gagne 900 francs par an u 3 francs par jour, un loyer annuel ne représentait «que» 7,5 % du budget familial. e plus, les frais d'entretien, l'assurance et l'imposition n'étaient pas à la charge du cataire.

Les maisons étaient regroupées en cités. Chacune d'entre elles portait le om Saint, joint au prénom d'un membre de la famille, donné du vivant du dirigeant. l'intention était clairement de rappeler à tous que le bienfaiteur était la famille Saint.

Saint-Ouen il y eu la cité Saint-Jean composée de 96 maisons pour 408 personnes, Saint-Pierre de 37 maisons our 695 personnes et Saint-Jules de 21 maisons pour 2 personnes. A Flixecourt, elles se dénommaient Saint-laurice, Saint-Guillaume, Saint-Gaston et cité Loret. es maisons étaient construites par séries de quatre, ix ou douze selon deux modèles, dont les plans ont té établis en 1880 : celles de type A mesuraient 6,50 ètres sur 5 mètres alors que celles de type B faisaient 5,0 mètres sur 6 mètres. Mais toutes étaient constituées de quatre pièces – deux u rez-de-chaussée - la salle à manger de 20 m<sup>2</sup> et la cuisine - et deux à l'étage - eux chambres. Le tout offrait de 50 à 80m<sup>2</sup> habitable. En plus, elles possédaient ne buanderie, une cour, des toilettes, un bûcher, et un jardin pouvant mesurer 80 m<sup>2</sup> et dans les années 1920-1930 elles reçoivent l'électricité à une faible puissance.

Apravant les habitants s'éclairaient avec des lampes à pétrole suspendues ou sur ied. Il arrivait, comme à Flixecourt ou aux Moulins Bleus, qu'il y ait un deuxième rrdin de 200 m<sup>2</sup>, en face de la maison, de l'autre côté de e rue. Une cité pouvait ainsi prendre la forme de barres e plusieurs centaines de mètres de long comme aux oulins Bleus, où les maisons sont accolées les unes ux autres sur une longueur de 625 mètres. Elles sont utes en brique, les toits sont recouverts par des tuiles t l'intérieur est en torchis. Les plus belles maisons et les us spacieuses étaient évidemment réservées aux cadres t aux ingénieurs, comme en témoigne celle de Flixecourt,

le Georges Outrebon, à l'entrée d'une cité ouvrière, plus pacieuse et plus richement décorée. Les cadres étaient en quelques sortes chargés e surveiller les ouvriers en dehors de leur travail et permettaient au patron d'entrer ans la vie privée de ses employés et de symboliser son pouvoir. Leurs maisons aient, par ailleurs, idéalement placées, à l'entrée des cités et les fenêtres de l'étage



Figure 16 : cité ouvrière de Saint-Ouen



Figure 17 : maison d'un contremaître, Flixecourt

moral essentiel. Les jeunes filles étaient par ailleurs heureuses de pouvoir assister à ces cours. Elles préféraient aller à l'école, qui était moins éprouvante que le travail à l'usine.

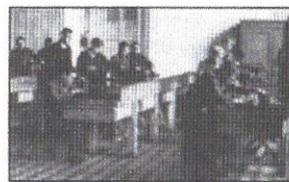


Figure 14 et 15 : formation des jeunes gens à la mécanique d'entretien des machines et des jeunes filles à l'économie domestique



Enfin, la réalisation sociale la plus spectaculaire de l'entreprise Saint frères reste ses logements locatifs. Hector Malot en fait une longue description à travers les yeux de Perrine et en profite pour montrer la précarité de ces logements plus que la générosité des patrons.

*« L'attention de Perrine était sollicitée par ce qu'elle voyait autour d'elle : ce village dont elle avait si souvent entendu parler. Ce qui la frappa surtout, ce fut le grouillement des gens : hommes, femmes, enfants endimanchés autour de chaque maison [...] dans une ville l'agglomération n'eût pas été plus tassée ; dehors or causait les bras ballants, d'un air vide, désorienté ; dedans on buvait des boissons variées [...] Ce qu'il y avait de caractéristique dans la plupart des maisons devan lesquelles elles passaient, c'était que presque toutes si vieilles, si usées, si ma construites qu'elles fussent, en terre ou en bois hourdé d'argile, affectaient un aspect de coquetterie au moins dans la peinture des portes et des fenêtres. »*

Une fois implantée à Flixecourt, la société prospère assez vite, le nombre d'usines augmentent rapidement et elles conquièrent les vallées de la Nièvre et de la Somme. Qui dit plus d'usines dit également plus d'ouvriers. Nombreux sont ceux qui quittent leur campagne pour venir travailler puis s'installer près de leur travail La population de ces différents villages explose. Par exemple, la population de Saint-Ouen est multipliée par 5 de 1836 à 1911 et passe de 611 à 3272 habitants L'urgence pour les patrons est évidemment de stabiliser cette population et main d'œuvre potentielle. De plus, dans une logique purement économique, stabilise la main-d'œuvre signifiait avoir des travailleurs dans un meilleur état physique e donc prêts à accomplir des tâches difficiles. Cela permettait aussi de vérifier qu'ils travaillaient bien à l'usine et ne la quittaient pas pour les champs ou une entreprise concurrente. Les ouvriers, hommes et femmes, ont alors des journées de travail de 12 heures et les enfants de 10 heures. Ils appréciaient donc de trouver un logemen à proximité de leur travail. Fournir un logement à ses ouvriers était aussi le rôle d'un patron paternaliste, qui devait favoriser l'accession à la propriété. Pourtant chez Saint frères, il n'est pas question de perdre le contrôle de ses ouvriers, l'objectif est bien d'avoir le contrôle sur les habitants. Ainsi dans la vallée de la Nièvre, les frères Saint entreprennent la construction de nombreux logements : 133 maisons son construites avant 1880 puis 517 sont en chantier de 1881 à 1900 et enfin de 1901 à 1920 487, soit un total de 1137 logements. Les premières maisons sont bâties à Saint-Ouen en 1874 puis à Flixecourt à partir de 1874 jusque 1910. En louant ces logements, la famille Saint s'assurait également un investissement rentable par le loyer ainsi qu'un vrai moyen de pression. En pratiquant des prix bas et défiant les spéculations immobilières d'alors, elle se mettait en position de bienfaiteur qu'on

Au sein de ces cités, des règles, notamment d'hygiène - question essentielle de ce XIX<sup>e</sup> siècle, ont été élaborées pour une meilleure qualité de vie. Un état des lieux, par un responsable de chez Saint frères, était régulièrement effectué, même si généralement les habitants s'efforçaient de faire honneur à leur bienfaiteur. Un tombereau passait deux fois par semaine pour les détritrus. Lorsqu'un mauvais entretien était constaté, deux fois de suite, la maison était reprise par la société Saint. Des bornes fontaines furent installées dans les cités, exception faite à Beauval où il y avait un puits. S'il y avait un approvisionnement en eau, l'assainissement n'existait pas encore. Les eaux ménagères stagnaient dans les caniveaux. Ce qui provoquait de nombreuses maladies. En novembre 1910, à Beauval, la fièvre typhoïde se propagea. Autrement l'ordre régnait dans les cités : il était interdit d'afficher sur les murs, les débits de boisson étaient proscrits, des enclos devaient être construits pour chaque jardin afin d'éviter des intrusions et des sabotages et c'est le patron qui réglait les problèmes de voisinage, essentiellement dus au manque d'intimité et à la faible insonorisation des cloisons. Mais les patrons surveillaient surtout les mouvements de rassemblement car la rue était un véritable espace de vie et d'échanges voire de révoltes. Cette convivialité manque parfois aux anciens ouvriers ou familles de ces ouvriers qui connaissent maintenant l'individualisme des sociétés.

Cette bonne œuvre sociale qu'est le logement prouve que ses initiateurs se sentaient vraiment concernés par le problème mais derrière se dissimule un vrai souci de maintenir et de renforcer une hiérarchie existante. En construisant un complexe immobilier, autour du centre qu'est l'usine, on signifie que la communauté ne pouvait vivre que grâce à elle. L'importance et l'architecture du logement expriment la position hiérarchique que son habitant occupe au sein de l'usine. Contrairement aux utopistes Owen ou Godin, qui souhaitaient l'expression d'une égalité dans le milieu urbain, les frères Saint ont eu à cœur de réaffirmer leur position de force au sein de la communauté urbaine. Les trois châteaux des patrons surplombant la vallée et les maisons ouvrières le démontrent.



Figure 18/19/20 : châteaux rouge, blanc et «la Navette»

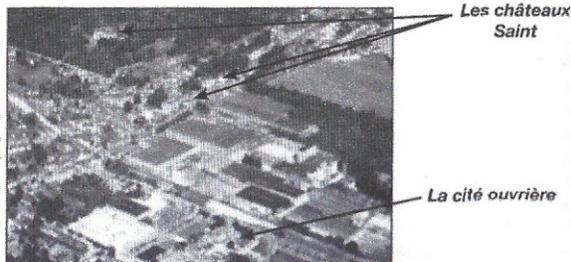


Figure 21 : vue générale sur Flixecourt

Le paternalisme Saint frères ne peut se résumer à ses bonnes œuvres. A l'intérieur des usines aussi, les patrons exercent le rôle du père de famille et contrôlent la vie de leurs ouvriers. Cette vie était d'abord réglée par le travail et le rythme des machines. Quant au patron, il régnait comme un roi en son royaume et se posait véritablement en père de famille.

*« A trois heures, comme il l'en avait prévenue, M.Vulfran sonna Perrine, et ils partirent, en voiture, pour faire la tournée habituelle des usines, car il ne laissait pas un seul jour sans visiter les différents établissements, les uns les autres, sinon pour tout voir, au moins pour se faire voir, en donnant ses ordres à ses directeurs »*

[...]

*« Tous les matins, je me dis que sept mille ouvriers vivent par moi, vivent de moi, pour qui je dois penser, travailler, et si je leur manquais ce serait un désastre, pour tous la misère, pour un grand nombre la faim, la mort, peut-être. »*

En Famille, H.Malot

Il pouvait améliorer le sort de l'un ou de l'autre ou au contraire l'aggraver par des sanctions et ses décisions étaient sans appel. Il était partout, savait tout et décidait de tout. Depuis ses bureaux à Flixecourt, il gérait le matériel, les directeurs, le travail, les embauches, les conflits et commandait ses travailleurs. Pierre Saint faisait des visites une fois par semaine. Dans les années 1920-1930, il ne faisait plus le tour des usines en calèche mais dans une luxueuse limousine, ce qui souleva un écœurement général chez les ouvriers. En réalité, le patron ne pouvait être partout et déléguait. C'est une véritable hiérarchie qui s'est imposée :

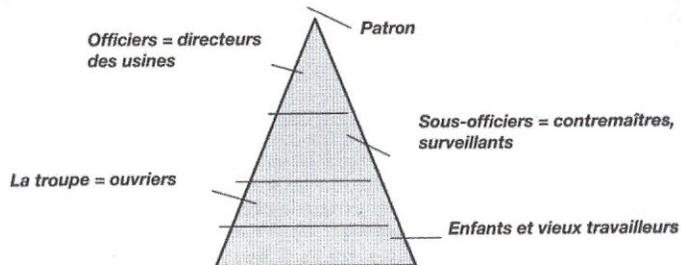


Figure 22 : Hiérarchie des usines Saint frères

Le patron s'appuyait sur ses directeurs, qui devaient avoir des compétences techniques, respecter les valeurs de la maison et être fidèles. Le travail de l'ouvrier était également contrôlé par un livret, obligatoire depuis la loi du 12 avril 1803 (reconduite le 22 juin 1854 pour être finalement supprimée en 1890). Sur ce livret étaient inscrits son comportement général, son assiduité et sa ponctualité. C'était vraiment le meilleur outil de contrôle du patron et l'ennemi de l'ouvrier. En consultant ce livret, le patron pouvait décider de renvoyer l'ouvrier ou au contraire de l'augmenter.

Un autre aspect, tout aussi intéressant, qu'a pu noter Mélanie Roussel<sup>15</sup>, est le rapport au temps qu'avaient les ouvriers d'une entreprise paternaliste comme Saint

15) Roussel Mélanie « Retour sur le régime temporel d'une entreprise paternaliste Saint Frères 1930-1950 », Les mondes du travail n°2 octobre 2006

frères. Hector Malot le souligne également à plusieurs reprises dans son ouvrage, comme en témoigne cet extrait : « Elle (Perrine) arrivait dans le chemin, un gros sifflet fit entendre sa voix rauque et puissante au-dessus de l'usine, et presque aussitôt d'autres sifflets lui répondirent à des distances plus ou moins éloignées, par des coups également rythmés. Elle comprit que c'était le signal d'appel des ouvriers, qui partait de Mareaucourt (Flixecourt), et se répétait de villages en villages. [...] On arrivait à l'entrée des ateliers, et le flot s'engouffrait dans l'usine sous l'œil d'un homme grand, maigre. » Ainsi ils travaillaient 300 jours par an selon une statistique de 1891 et avaient donc 65 jours de repos - les dimanches, les jours fériés et les jours de fêtes locales comme la fête de Saint Martin à Beauval ou le Mardi Gras, les usines fermaient à 13h jusqu'en 1910. Le repos hebdomadaire est rétabli le 13 juillet 1906 alors qu'il avait été supprimé le 12 juillet 1880. Les patrons n'aimaient pas les jours chômés mais ils faisaient avec afin d'éviter les mécontentements.

Leurs journées et leurs vies étaient ensuite rythmées par le temps symbolisé par une horloge pour Flixecourt ou un sifflet, une sirène comme à Beauval, aussi appelée le « cornet » par les ouvriers. Elle était située au point culminant de la cité ouvrière et sonnait toujours aux mêmes horaires. Elle était le réveil des ouvriers de 1890 aux années 1970 ! Il y avait trois coups : à 6h15 pour le réveil, à 6h40 pour le départ vers l'usine et 6h55 pour le début du travail. Elle sonnait ensuite à 8h45 pour la pause déjeuner, qui était d'un quart d'heure, puis à 12h30 pour la pause du midi, qui se terminait à 13h40-13h55. La sortie de l'usine se faisait à 17h30. Au fur et à mesure le rapport au temps est devenu hégémonique et encore aujourd'hui il reste un des souvenirs majeurs des anciens ouvriers. Il va s'en dire qu'une telle sirène a aussi contribué à la surdité des ouvriers, en plus du bruit des machines. Il était impératif d'arriver à l'heure. Un ouvrier qui arrivait en retard voyait les portes se fermer et perdait une journée de travail et donc de l'argent. Ces portes étaient gérées par un concierge, qui habitait à proximité. C'est lui qui opérait la coupure entre le monde extérieur et le monde clos de l'usine. Il représentait l'entrée dans un univers discipliné et réglementé.

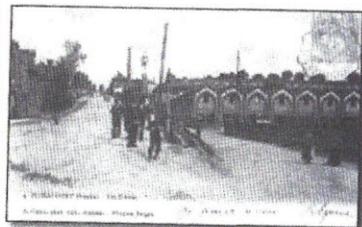


Figure 23 : l'horloge de l'usine de Flixecourt

Si les cités ouvrières ont échappé aux patrons, ce qu'ils n'avaient pas prévu, c'est qu'elles sont devenues de véritables lieux de sociabilité, de solidarité et de rencontres. Très vite les rues deviennent des lieux de discussion et les sujets portent naturellement sur les usines, le travail et surtout les incidents, les accidents et les mauvaises paroles essaimées par les contremaîtres. François Lefebvre nous explique ainsi, dans sa thèse et son ouvrage<sup>16</sup> sur Saint frères, que de nombreux mouvements de contestation sont nés dans ces cités. Il appelle ça l'effet inattendu de paternalisme. Néanmoins, jusqu'à la Première Guerre mondiale, les Saint ne doivent pas affronter de grands mouvements sociaux. Il y a bien quelques soulèvements mais rien qui mette en péril leur paternalisme. Les ouvriers réclamaient de meilleures

16) Lefebvre François, *Saint Frères : un siècle de textile en Picardie 1826-1936*, Encrage, 2002, 254p. Lefebvre François, *Une famille d'industriels dans le département de la Somme 1857- 2<sup>e</sup> guerre mondiale : les Saint : une approche patronale*, tome I et II, Amiens, thèse d'histoire, université de Picardie Jules Verne, 2001, 669 p.

conditions de travail et de vie comme une discipline moins présente, plus d'humanité, plus de sécurité au niveau des machines et une augmentation du salaire. Ce salaire étant alors de 3 francs pour une journée de travail de 10 heures, il n'était pas suffisant pour faire face aux coûts de la vie. Paradoxalement c'est une diminution du temps de travail en 1904 qui va déclencher une des plus importantes grèves dans la Somme sauf chez Saint frères, pourquoi ? La loi du 30 mars 1900 réduisit le temps de travail à 10 heures par jour. Pour les ouvriers, il s'agissait d'une aggravation des conditions de travail. Le fait que les ouvriers de chez Saint frères n'aient pas manifesté, montre qu'ils ont été impressionnés par les troupes mais surtout leur docilité et leur crainte d'être sanctionnés. En cas de désobéissance, les Saint pouvaient les priver de gratifications, leur donner des amendes, des mises à pied voire, dans certains cas, plus graves, les exclure. Or l'exclusion signifie ne plus avoir de revenus pour subvenir aux besoins de toute la famille. Les patrons avaient donc une forte influence sur leur personnel. Néanmoins, l'usage de cette sanction extrême provoquera la colère des ouvriers Saint frères, notamment en janvier et février 1910, à Harondel, dans la commune de Bertheaucourt-les-Dames. L'affaire d'Harondel est un véritable tournant dans la perception qu'avaient les ouvriers de leur patron et de leur condition de vie et de travail. Ils finirent par se rendre compte de leur dépendance physique et morale, une dépendance au rythme des machines et à leur condition de vie ainsi que du fait qu'ils n'avaient aucune liberté d'opinion ni d'expression.

Le mouvement ouvrier s'organise essentiellement après la Première Guerre mondiale. D'après *Le cri du peuple*, on comptait 2000 syndicalistes dans la vallée de la Nièvre de 1919, soit un tiers des effectifs Saint frères. La figure emblématique de l'époque est Léon Bacquet<sup>17</sup>. En réponse, Roger Saint, fils d'André, entreprend effectivement une nouvelle politique sociale. Comme au début de la société, il essaye de maintenir l'esprit de la maison Saint et de donner une certaine image de la famille. Il tente surtout de garder la mainmise sur les usines et d'éloigner les syndicats. Par contre, il ne fait aucune référence au catholicisme ou à une croyance religieuse et ne considère pas les ouvriers comme « ses ouvriers ». L'usine n'est plus une grande famille. S'agit-il encore de paternalisme ? Il semblerait que Roger ait plutôt essayé de redresser l'entreprise par une politique sociale inspirée de ce qu'avaient proposé ses prédécesseurs mais ce n'est plus à proprement parler du paternalisme. Les mouvements ouvriers sont trop importants. Il ne peut revenir en arrière.



Figure 24 : mouvement de grève à Harondel en 1936

En 1936 arrive un gouvernement de gauche, qui annonce une nouvelle ère pour les ouvriers Saint frères et les travailleurs en général en France. Plusieurs revendications aboutissent.

17) Né à Pont-Rémy le 6 juin 1883, il devient ouvrier chez Saint frères dans les années 1910. Il en est exclu en 1912, accusé d'hostilité systématique. Il devient secrétaire syndical à Saint-Ouen puis maire de 1919 à 1939. Il est surtout connu pour avoir mené le grand mouvement de grève de l'été 1930.

## Conclusion

Ainsi le patrimoine de cette vallée de la Nièvre ne s'arrête pas à ses bâtiments industriels ni au paternalisme de ses patrons, c'est aussi l'histoire et la mémoire de générations d'ouvriers et de mouvements sociaux, typiques de cette époque d'après-guerre en France.

Dans les textes officiels, le discours paternaliste d'une entreprise comme Saint frères est exemplaire et très généreux. Mais à y regarder de plus près de nombreuses correspondances ou témoignages tendent à prouver qu'il y avait un décalage entre le discours et la réalité. L'œuvre d'Hector Malot en est un parfait exemple. Au-delà d'un roman pour enfants, il signe là une œuvre littéraire pleine d'engagements sociaux et dénonciatrice. Les frères Saint ont été les acteurs d'œuvres sociales, parfois en avance par rapport à l'État, notamment avec la création de leur caisse de secours mais ces œuvres, quand elles fonctionnaient, les servaient avant toute chose et les contournements de la loi n'étaient pas rares. Le patron restait le maître de ses lieux et imposait sa propre loi. Tout laisse à penser qu'il existait bien des signes d'une certaine féodalité. Les patrons voulaient être vus comme des seigneurs industriels et de bons seigneurs. Néanmoins, ce paternalisme semble avoir été bien reçu de la part des ouvriers.

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

- Figure 1 : [www.hector-malot.org](http://www.hector-malot.org)
- Figure 2 : [www.hector-malot.org](http://www.hector-malot.org)
- Figure 3 : [www.hector-malot.org](http://www.hector-malot.org)
- Figure 4 : illustration tirée de l'ouvrage général *Aux sources de la Nièvre*, 2007
- Figure 5 : photo prise par Jean-Paul Grumetz, président de l'association MERITES
- Figure 6 : illustration tirée de Lefebvre François, *Saint Frères : un siècle de textile en Picardie 1828-1936*, Encrage, 2002, 254p.
- Figure 7 : [www.harmonium.net.nl](http://www.harmonium.net.nl)
- Figure 8 et 9 : [www.blog.legrenierdulin.com](http://www.blog.legrenierdulin.com) et photo de Mélaïne Noirat
- Figure 10 : illustration de Lefebvre François, *Saint Frères : un siècle de textile en Picardie 1828-1936*, Encrage, 2002, 254p.
- Figure 11 : photo personnelle
- Figure 12: photo personnelle
- Figure 13: photo de Jacky Hérouart (ancien ouvrier) reprise par Guislain Lancel sur son site Internet dédié à L'Etoile
- Figure 14 et 15: dans F. Lefebvre, *Saint Frères : un siècle de textile en Picardie 1828-1936*
- Figure 16 : photo personnelle
- Figure 17: photo de Mélaïne Noirat
- Figure 18/19/20: photos personnelles
- Figure 21 : [crdp.ac-amiens.fr](http://crdp.ac-amiens.fr)
- Figure 22 : organigramme réalisé par moi-même
- Figure 23: carte postale éditée par L. Caron, Amiens, sur [www.communes.com](http://www.communes.com)
- Figure 24 : archives départementales de la Somme

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages généraux

**Béthouart** Bruno, «Le syndicalisme chrétien en France 1880-1970», p 126-141 et **Daumas** Jean Claude, « Les politiques sociales des entreprises en France 1880-1970 », p105-125 dans **Schweitzer** Sylvie (textes réunis par) et **Bideau** Alain (directeur de publication), *Logique d'entreprises et politiques sociales 2-84274-020-3*, Villeurbanne Programme Rhône Alpes recherches en sciences humaines, 1992, 255p. ISBN 2-909604-07-1

**Fréchet** Hélène (coord), *Industrialisation et sociétés en Europe occidentale de 1880 à 1970*, Paris, Edition du Temps, 1997, 219 p. ISBN 2-84274-020-3

**Frey** Jean Pierre et **Roncayolo** Marcel, *Le rôle social du patronat : du paternalisme à l'urbanisme*, Paris, L'Harmattan, 1995, 383p. ISBN 2738435149

### Ouvrages spécifiques à Saint frères

**Brazier** Nicolas, *La sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine industriel dans la Somme : quelles actions éventuelles le service départemental d'architecture et de patrimoine peut-il envisager pour une meilleure considération et réhabilitation de ce patrimoine ?*, Amiens, université de Picardie Jules Verne mémoire de stage DESS sociologie culture et patrimoine, 2002.

**Collier** Robert et **Clémentin** Daniel, *Une fibre, des hommes*, chapitre XVIII, Abbeville éd. F. Paillart, 2000, 312 p.

**Cochart-Coste** Dominique et **Grumetz** Jean Paul, *Saint Frères : le paternalisme et ses mémoires*, CEFRESS université de Picardie Jules Verne, 2007, 158p. ISBN 978-2-9531-7100-6 - br

**Grouzet** Jean François, *La Nièvre, vallée Saint Frères 1857-1936*, Textes et documentation sur la Somme, n°75, 2003, service éducatif des archives départementales de la Somme

**Grumetz** Jean Paul, *Pratiques de sociabilité et rapports sociaux dans les cités ouvrières Saint Frères de Saint Ouen de Picardie*, Amiens, mémoire de DEA sociologie, 1994

**Lefebvre** François, *Saint Frères : un siècle de textile en Picardie 1828-1936*, Encrage, 2002, 254p. ISBN 2-911576-35-7

**Lefebvre** François, *Une famille d'industriels dans le département de la Somme 1857- 2<sup>e</sup> guerre mondiale : les Saint : une approche patronale*, tome I et II, Amiens, thèse d'Histoire, université de Picardie Jules Verne, 2001, 669p.

**Malot** Hector, *En famille*, Amiens, Le goût de l'être/Encrage, 2006, 295p. ISBN 978-2-9061148-14-7

**Noirat** Mélaïne, *La vie des ouvriers dans les usines Saint Frères 1939-1969*, Amiens, université de Picardie Jules Verne, mémoire de maîtrise de sociologie, 2001.

### Autres

**Becquart** Damien et **Panni** Frédéric, *Le familistère de Guise (Aisne), Un palais social - panorama illustré d'une utopie réalisée*, publication collective du département de l'Aisne, 2010.